

Le député Dennis Bevington a pris la parole à sur le projet de loi S-5, Loi sur la réserve à vocation de parc national Nááts'ihch'oh.

La Chambre des communes le 2 octobre 2014,

Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet du projet de loi S-5, qui vise à créer le parc national Nááts'ihch'oh dans la région du Sahtu, dans les Territoires du Nord-Ouest.

Cette région, qui encercle le fleuve Mackenzie et qui s'étire vers la frontière du Yukon, comprend une chaîne de montagnes d'une grande beauté et une nature sauvage dont la splendeur a fait la renommée des Territoires du Nord-Ouest.

Je représente des gens qui, lorsqu'ils répondent à des sondages, font partie des Canadiens qui éprouvent le plus grand respect pour l'environnement. Aux Territoires du Nord-Ouest, nous respectons vraiment l'environnement et nous appuyons fermement la notion des parcs nationaux.

Au fil des ans, de nombreux parcs nationaux ont été créés sur tout notre territoire et nous comprenons les enjeux propres à leur création. Nos Autochtones savent comment interagir avec les fonctionnaires des parcs et ils comprennent comment les parcs nationaux et leurs règlements s'immiscent parfois dans leur mode de vie traditionnel.

Les Dénés du Sahtu ont accepté la création de ce parc et le système de gestion globale et axée sur la coopération qui l'accompagne. Nous sommes impatients d'en apprendre davantage à ce sujet lors de l'étude en comité afin de savoir comment leurs intérêts seront protégés à l'avenir.

Je suis ravi que cette magnifique région soit protégée, mais je regrette que les conservateurs aient choisi la plus petite superficie possible.

Trois options se présentaient pour l'aménagement de ce parc.

- Dans la première option, le parc couvrirait une superficie totale de 6450 kilomètres carrés. Elle permettait de protéger le mieux possible les valeurs de conservation tout en prévoyant une zone ouverte autour des ressources minières existantes.
- Dans la deuxième option, le parc couvrirait une superficie totale de 5770 kilomètres carrés, ce qui amenuisait l'atteinte des objectifs de conservation et assurait l'accès à un potentiel minier plus vaste.
- Dans la troisième option, que les conservateurs ont choisie, le parc couvrirait la superficie la plus petite, à savoir 4840 kilomètres carrés. Elle permettait d'exploiter le potentiel minier au sein de la réserve à vocation de parc proposée tout en assurant dans une certaine mesure la protection des valeurs essentielles.

Les conservateurs ont choisi cette option en dépit du fait que la première option, celle d'un parc d'une superficie de 6450 kilomètres carrés, ait reçu l'appui massif de 92,3 % de ceux qui ont indiqué une préférence au cours des consultations publiques sur le parc proposé.

Les gens du Nord ont dit qu'ils acceptaient le parc, mais qu'ils voulaient s'assurer que celui-ci permette de protéger les ressources et les valeurs qui s'y trouvent. Cela n'est pas totalement le cas dans la situation présente. Cela n'est pas surprenant, parce que de nombreux députés d'en face considèrent que les parcs nationaux sont un gaspillage de territoire et de ressources.

Citons par exemple le député d'Oak-Ridges—Markham, qui a déclaré publiquement que les employés de Parcs Canada ne sont pas les meilleurs gardiens du territoire canadien. Quand on a proposé de créer un parc national sur une partie de sa circonscription, il a répondu: « Nous ferons tout notre possible pour éviter que ce soit fait. » Il a toutefois rapidement changé son fusil d'épaule lorsque ses dirigeants ici à Ottawa lui ont dit d'être en faveur du parc urbain national de la Rouge. C'est un petit parc, mais il a certainement de la valeur pour les citoyens du Canada.

On a tout à fait tort de penser que les parcs sont un gaspillage de terres et de ressources. Les parcs nationaux créent des emplois à long terme et des débouchés dans le secteur du tourisme, et ils soutiennent les industries. Ces emplois et ces débouchés économiques ne disparaissent jamais, contrairement à ceux du secteur des ressources. L'extraction ne dure que quelques années, nous le savons tous fort bien, et il arrive parfois que la destruction qui en découle soit là en permanence, comme c'est le cas pour la mine Giant. Nous devons donc être très prudents quant à la façon dont nous gérons les terres.

Les habitants des Territoires du Nord-Ouest en sont conscients. Nous savons ce qui accompagne le développement, et nous comprenons pourquoi nous devons préserver les terres et pourquoi il est important d'en protéger.

J'ai récemment eu l'occasion de me rendre au parc national et à la réserve de parc national Kluane, au Yukon. Parcs Canada collabore avec les Premières Nations de Champagne et d'Aishihik pour créer un centre des visiteurs au centre culturel Da Ku, à Haines Junction. Ce centre et les nombreuses entreprises de Haines Junction existent grâce au parc national et à la réserve de parc national Kluane. À l'instar d'autres parcs nationaux, Kluane a créé des emplois et des débouchés économiques durables dans le respect de l'environnement.

Cela dit, j'ai eu maintes fois l'impression que, pour les conservateurs, les emplois du secteur du tourisme et les débouchés économiques qui entourent ce genre d'activité ont peu de valeur parce que ce ne sont pas les grandes sociétés qui en profitent, mais les petites gens, la population locale, les travailleurs et ceux qui veulent assurer un bel avenir à la préservation de nos magnifiques sites naturels. Est-ce la raison pour laquelle les conservateurs ont choisi pour le parc la plus petite dimension possible, à l'encontre

des recommandations de tous ceux qui ont choisi de participer aux consultations publiques?

J'aimerais parler de l'industrie du tourisme, puisque c'est ce qui créera véritablement des débouchés économiques dans la région du Sahtu. Un territoire de 4850 kilomètres carrés est prévu pour la création du parc. Les perspectives de tourisme sont très prometteuses. Le tourisme favorise la création d'emplois locaux et d'entreprises locales, comme c'est le cas à Kluane, et Kluane est un exemple à suivre. Il a fallu des années pour y arriver. Il a fallu de nombreuses négociations difficiles avec les Premières Nations pour obtenir de bons résultats, mais nous y sommes arrivés. Nous ne voulons pas reproduire les mêmes erreurs au moment de créer un autre parc national. Nous voulons obtenir de bons résultats dès que possible.

L'industrie du tourisme au Canada génère des retombées économiques de plus de 84 milliards de dollars, des recettes d'exportation de plus de 17 milliards de dollars et des recettes fédérales de près de 10 milliards de dollars. L'industrie emploie plus de 600 000 Canadiens. La contribution du secteur du tourisme au produit intérieur brut est plus élevée que celle découlant de l'agriculture, des pêcheries et de la foresterie combinées. Malgré de tels chiffres, les conservateurs ont tourné le dos aux exploitants d'entreprises touristiques canadiens.

Selon la Chambre de commerce du Canada, l'absence d'appui à l'égard du secteur du tourisme constitue l'un des 10 principaux obstacles à la compétitivité de l'économie canadienne. Le Canada, sous la direction des conservateurs, a réduit de 20 % au cours des 9 dernières années le budget pour la promotion du tourisme. Plutôt que d'augmenter le budget en fonction de l'inflation et de tout le reste, nous avons constaté une réduction de 20 %. La Commission canadienne du tourisme a été contrainte de renoncer à des activités publicitaires dans des marchés lucratifs comme celui des États-Unis. Le financement de base de la Commission canadienne du tourisme a diminué par rapport au financement de 100 millions de dollars qu'elle recevait en 2001.

L'absence continue de direction de la part des conservateurs pour ce qui est de promouvoir le tourisme au pays et à l'étranger nuit inutilement à un secteur qui était bon pour l'économie canadienne. Il suffit de jeter un coup d'oeil à d'autres pays pour constater que les conservateurs offrent très peu d'appui à l'industrie du tourisme. Les résultats sont évidents. Le nombre de visites effectuées par des étrangers au Canada a baissé énormément.

Voici certains pays qui ont investi dans le tourisme: l'Irlande a dépensé 211 millions de dollars par année pour promouvoir le tourisme, ce qui représente une augmentation de 14 %; le Mexique, 153 millions de dollars, soit une augmentation de 4 %; l'Australie, 147 millions de dollars, soit une augmentation de 30 %; le Canada, 72 millions de dollars, soit une baisse de 10 % sur la même période. Si on tient compte également de l'inflation, on constate une importante diminution de l'appui accordé à l'industrie du tourisme.

Un vieux dicton dit que « la marée montante soulève tous les bateaux », et c'est un dicton qui plaît aux néo-libéraux. Ce que nous observons dans l'industrie du tourisme est une marée descendante qui a amené l'industrie à faire du sur-place et qui a laissé de nombreux bateaux de tourisme en rade.

Lorsque nous parlons d'accroître le nombre de parcs nationaux, nous parlons de développer le tourisme.

Quel exploitant créera au Canada un marché pour un nouveau produit, alors que le gouvernement conservateur a décimé notre marché touristique? Il a refusé d'investir dans ce marché très important les fonds qui peuvent le promouvoir et l'accroître, pour faire en sorte qu'il revienne à son état d'avant. Le gouvernement est très satisfait de voir la marée se retirer et les bateaux reposer sur le fond sablonneux de la baie.

Les conservateurs ont modifié les règles de remise de taxes aux touristes, de manière à ce que seuls ceux qui font des voyages organisés puissent la demander, alors que l'ancien système permettait à tous les visiteurs au Canada de se faire rembourser la TPS qu'ils avaient payée. Ce changement a durement touché les petites entreprises de tourisme et a donné un avantage injuste aux grandes.

Que va-t-il se passer dans les Territoires du Nord-Ouest? Nos entreprises de tourisme sont petites. Toutes les entreprises de l'industrie du tourisme ont connu d'humbles débuts. En moyenne, il faut de 10 à 14 ans pour rentabiliser une entreprise touristique. Quelqu'un doit investir et créer le marché. Il faut créer le produit et le faire fonctionner. Voilà ce qui se produira à Nááts'ihch'oh. Nous devons investir pour faire fonctionner l'industrie du tourisme là-bas.

Il faut que le gouvernement fédéral soutienne les programmes fédéraux qui amènent plus de touristes au Canada. C'est essentiel.

Je tenais à aborder ce point pendant mon discours puisque, si on consacre 4 850 kilomètres carrés de territoire à la création d'un parc national, il faut y voir des résultats concrets. Certes, ce projet pourrait s'avérer positif pour les Canadiens et les gens du Nord, mais il faudra pour cela promouvoir le tourisme.

Pour avoir une idée du peu de soutien que le gouvernement accorde au tourisme, il suffit de regarder l'exemple de Parcs Canada. Le budget de 2012 a éliminé 638 emplois à Parcs Canada. Bon nombre des postes situés dans les parcs nationaux des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut et du Yukon ont aussi été éliminés.

Alors que nous tentons de bâtir une industrie touristique centrée sur les beautés naturelles et les parcs nationaux du Canada, l'ensemble du système est ébranlé par les coupes.

Le budget de 2012 a retranché presque 7,1 % du budget de Parcs Canada. Ces coupes se sont répercutées sur les parcs et les sites historiques partout au pays. La Forteresse de Louisbourg, en Nouvelle-Écosse, considérée comme une destination vedette par

l'Association de l'industrie touristique du Canada, risque de perdre 120 emplois. Le Parc national Banff, un autre attrait touristique de choix, élimine 40 emplois.

On n'offre plus de services pendant l'hiver, et les gens qui se rendent dans les lieux historiques doivent les visiter par eux-mêmes, sans guide.

La préparation de pistes de ski de fond a aussi été visée par les coupes. Les activités de ski de fond ont longtemps figuré au programme des parcs nationaux du Nord du pays. Eh bien, elles n'y figurent plus.

Le budget de 2014 prévoit une enveloppe de 391 millions de dollars sur cinq ans pour permettre à Parcs Canada d'assurer la réfection de routes, de ponts et de barrages situés dans les parcs nationaux et le long des canaux historiques. Le budget de 2014 précise toutefois qu'on versera seulement 1 million pour l'exercice financier en cours et 4 millions en 2015-2016. Le reste doit être versé à compter de 2016, donc après les prochaines élections.

D'après des rapports de Parcs Canada, le coût total des travaux d'infrastructure reportés pourrait atteindre 2,7 milliards de dollars.

Nous nous réjouissons que le gouvernement actuel ait conclu une entente avec les Dénés et Métis du Sahtu pour la création du parc national Nááts'ihch'oh. C'est un pas dans la bonne direction, mais ce n'est qu'un début. Comme l'a mentionné le secrétaire parlementaire, il faudra voir à ce que le parc national stimule les débouchés économiques, la création d'emplois et l'économie locale, autant de facteurs qui sont liés au tourisme.

Si on ne fait pas les efforts nécessaires pour donner à Parcs Canada les ressources pour promouvoir le tourisme, ni pour fournir à la Commission canadienne du tourisme les ressources dont elle a besoin pour faire la promotion du Canada dans le monde entier, le tourisme n'augmentera pas et la tendance à la baisse se poursuivra. En ce moment, notre magnifique pays qui a tant à offrir à un si grand nombre de personnes de partout dans le monde ne bénéficie pas de l'attention qu'il mérite.

Nous dépensons énormément pour promouvoir l'industrie pétrolière et gazière et faire le travail que les multinationales devraient faire elles-mêmes puisqu'elles réalisent d'énormes profits en exploitant ces ressources. Que faisons-nous pour le secteur du tourisme? Que faisons-nous pour les gens ordinaires qui cherchent à établir une petite entreprise? Que faisons-nous pour permettre aux gens de travailler dans le domaine du tourisme? Nous réduisons les ressources affectées à la promotion de ce secteur très important.

Comme je l'ai dit, les avantages économiques combinés de l'agriculture, de la foresterie et des pêches ne peuvent se comparer à ceux du tourisme. Nous voulons obtenir du succès dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous voulons que nos concitoyens puissent tirer profit de la beauté naturelle de notre pays et de notre territoire. Nous voulons que

les Premières Nations avec lesquelles nous avons conclu des ententes investissent dans des entreprises et des activités touristiques. Voilà où se trouve le véritable potentiel de croissance dans les parcs nationaux des Territoires du Nord-Ouest.

Cependant, le gouvernement n'a démontré aucun intérêt à cet égard. Après les prochaines élections, il y aura peut-être un autre gouvernement; cela semble probable. Alors, nous verrons peut-être le véritable potentiel du réseau des parcs nationaux du Canada, y compris tous les parcs des Territoires du Nord-Ouest. Nous pourrions exploiter ce potentiel afin que les gens de la région puissent assurer leur prospérité après avoir tant donné pour que le Canada profite de ces magnifiques parcs nationaux de façon durable. Ce sera difficile. Il n'y a rien de facile dans l'industrie touristique. Il faut y consacrer beaucoup de temps, d'efforts et de ressources, mais il faut également que le gouvernement du Canada contribue à promouvoir le Canada comme destination.

Nous ne pouvons pas abandonner. Nous ne pouvons pas dire que ce n'est pas important et laisser tout au secteur privé. Cela ne peut pas fonctionner. Il s'agit de notre pays, et c'est à nous de lui offrir les meilleures perspectives possibles. Il faut cesser d'ignorer les possibilités qui s'offrent déjà à nous, et il faut montrer au reste du monde ce que nous avons à offrir.

J'approuve ce projet de loi, et j'espère que cette fois, les conservateurs assureront un suivi et ont un plan précis pour mettre en place les installations. En plus de l'agrandissement de la réserve de parc national Nahanni, on nous a promis il y a sept ans que l'on construirait des installations, comme un centre des visiteurs digne de ce nom à Fort Simpson. La réserve de parc national Nahanni fait partie du patrimoine mondial. Elle est reconnue partout dans le monde. Pourtant, à Fort Simpson, il n'y a rien qui puisse convaincre une personne de prendre l'avion et d'aller visiter la région. Il n'y a aucune installation là-bas, rien n'a été mis en place, et ce sept ans après les annonces. C'est un bilan scandaleux, un record d'inefficacité. C'est un manque de compréhension inégalé des relations avec les Premières Nations. Voilà où nous en sommes avec les plans d'agrandissement de la réserve de parc national Nahanni.

J'ose croire qu'il y a quelqu'un de l'autre côté qui m'écoute et qui comprend qu'il y a du pain sur la planche, qu'il ne suffit pas d'applaudir les belles réalisations du gouvernement. Le gouvernement n'a rien créé: il a pris des terres et les a mises de côté. Nous devons maintenant prendre des mesures concrètes pour réaliser quelque chose de tangible.